

Unis, rassemblés dans la mobilisation le 1^{er} mai 2019 pour le progrès social, la paix et la solidarité internationale.

Depuis 1889, le 1^{er} mai est une journée de mobilisation et de manifestations internationale pour les droits des travailleurs-euses, le progrès social, la paix et la solidarité.

Dans cette période d'offensive globale contre tous les conquits sociaux des salarié-es, de la population, les mobilisations des salarié-es, jeunes, retraité-es se, privé-es d'emploi multiplient ou se poursuivent dans la durée, à l'image du mouvement des gilets jaunes, malgré toutes les mesures liberticides prises par le pouvoir.

En refusant de répondre aux exigences formulées dans les mobilisations par les salarié-es, les retraité-es, privé-es d'emploi, les jeunes qui ont marché pour le climat, par le mouvement des gilets jaunes, l'exécutif s'enferme dans une dérive autoritaire.

L'adoption de la loi dite « anticasseurs » au parlement, l'interdiction de parcours de manifestations, la répression d'une violence rarement atteinte, le recours à l'armée en renfort des compagnies de CRS, l'amplification de la répression syndicale dans de nombreux secteurs sont autant de mesures témoignant d'une escalade dangereuse pour la démocratie mais également de signes de fébrilité du pouvoir et du patronat face à la contestation sociale. D'ailleurs, le Conseil Constitutionnel déclare non conforme les interdictions administratives de manifester.

Dans ce contexte, après deux mois d'enfumage et de manipulation, les conclusions du « grand débat national » n'ont pour objet que de chercher à imposer, à marche forcée, des reculs sociaux d'une extrême gravité pour les conditions de vie et de travail des salarié-es, de la population.

Après avoir cassé le droit du travail, mis en cause le système d'indemnisation du chômage, le gouvernement, aux ordres du patronat et de la finance, entend :

- liquider la fonction publique et les services publics avec la loi de « transformation de la fonction publique », et la suppression de 120 000 postes.
- la casse de l'hôpital public avec la loi Buzyn « ma santé 2022 ».
- mettre en cause l'accès pour toutes et tous à l'éducation et l'école de la république avec la loi Blanquer pour « une école de la confiance ».
- livrer l'ensemble des missions de service public aux appétits financiers des grands groupes, privatiser de l'ensemble des activités jugées rentables comme Aéroport de Paris ou les barrages hydrau-électriques, imposer par les directives de l'Union Economique Monétaires et Européenne.
- liquider notre système de retraite pour le remplacer par un régime à compte notional, par point, avec une baisse brutale des pensions programmée.

Quant au patronat, campant sur le dogme de la sacro-sainte compétitivité des entreprises et de la baisse du soit disant coût du travail, il poursuit son saccage de l'emploi par les délocalisations,

fermetures d'entreprises, de précarisation généralisée du travail et s'attaque à tous les acquis sociaux au seul nom du profit.

Et pourtant, les fortunes colossales s'affichent avec insolence, que les profits des entreprises n'ont jamais été aussi importants, à l'image des 57,4 milliards d'euros de dividendes versés aux actionnaires des entreprises du CAC 40 en 2018. Et dans le même temps, plus de 200 milliards d'euros sont déversés aux entreprises sous formes d'aides et d'exonérations sociales et fiscales diverses et variées, financées par nos impôts, auxquels il faut ajouter 40 milliards d'euros de CICE, sans aucun effet sur l'emploi ou l'investissement productif.

De plus, la fraude et l'évasion fiscale atteignent les 100 milliards d'euros.

Plus que jamais, la question est bien de gagner, par la mobilisation massive des salarié-es, des retraité-es et privé-es d'emploi, de la jeunesse une autre répartition des richesses créées par le travail pour élever les conditions de vie et de travail de toutes et tous, reconquérir le progrès social.

Les organisations syndicales CGT – FSU – Solidaires de Loir & Cher appellent tous-tes les salarié-es les retraité-es, les privé-es d'emploi, la jeunesse à se mobiliser le 1^{er} mai 2019 et à se rassembler :

A Blois à 10H30 au carrefour de la résistance

A Romorantin à 11H00 devant la Halle

Pour exiger :

- une véritable augmentation des salaires, du point d'indice, des retraites et minima sociaux,
- le développement de l'emploi stable et qualifié, à temps plein, en CDI dans le privé, sous statut dans le public,
- la reconquête d'un service public de qualité et de proximité, répondant aux besoins des populations,
- le renforcement de notre sécurité sociale solidaire, financée par les cotisations sociales,
- l'arrêt de toutes les réformes en cours (chômage, fonction publique, santé, retraites) et l'abrogation de toutes les lois régressives (Rebsamen, Macron, El Khomri, NOTRe, etc.)
- l'abandon de la loi anti manifestation et anti grève.

Alors que les impérialismes visent à contrôler des zones géographiques entières et à s'accaparer les richesses naturelles de nombreux pays, se traduisant par la multiplication des conflits aux quatre coins du globe, dans lesquels sont engagés l'Union Européenne et la France, le 1^{er} mai 2019, journée internationale de luttes pour le progrès social, la paix et la solidarité sera également l'occasion de réaffirmer nos exigences de désarmement, de règlement pacifique de tous les conflits.

Pour un monde de progrès social, de solidarité, de coopération entre les peuples, de paix, toutes et tous dans la rue le 1^{er} mai.

Blois le 16 avril 2019